

Chapitre 6 – L'inflation : opportunité ou menace pour les économies ?

EXTRAIT DU PROGRAMME : 3. Marchés, comportements et équilibre macroéconomique en économie fermée. Le marché de la monnaie et les comportements d'offre et de demande de monnaie ; L'équilibre macroéconomique classique et keynésien.

PLAN DU COURS

- I. INTRODUCTION : CREATION MONETAIRE, PRODUCTION ET INFLATION
- II. QU'EST-CE QUE L'INFLATION ?
 - A. INFLATION, DESINFLATION, DEFLATION
 - B. LA MESURE COMPLEXE DE L'INFLATION
- III. CONTEXTE ET HISTORIQUE
- IV. CAUSES DE L'INFLATION
 - A. L'INFLATION PAR LES COUTS
 - 1. COUTS DE PRODUCTION
 - 2. L'INFLATION IMPORTEE
 - B. L'INFLATION PAR LA DEMANDE ET LA MONNAIE
 - 1. LA THEORIE KEYNESIENNE DU GAP INFLATIONNISTE
 - 2. L'INFLATION PAR LA MONNAIE
 - C. LE ROLE DE LA STRUCTURE DE MARCHE
- V. Y A-T-IL UN « BON » NIVEAU D'INFLATION ?
 - A. L'INFLATION CREE DES DISTORSIONS
 - 1. L'INFLATION MODIFIE LA REPARTITION DES REVENUS
 - 2. L'INFLATION GENERE DES COUTS SUPPLEMENTAIRES POUR LES AGENTS ECONOMIQUES
 - 3. L'INFLATION REDUIT LA COMPETITIVITE-PRIX
 - 4. L'INFLATION EST SOURCE D'INCERTITUDE
 - B. L'INFLATION MODEREE PEUT ETRE SOURCE D'OPPORTUNITES
 - 1. UNE INFLATION MODEREE DYNAMISE L'ECONOMIE
 - 2. UNE INFLATION MODEREE PERMET D'APAIER LE CLIMAT SOCIAL

TRAVAIL PERSONNEL

MOTS CLES A DEFINIR : inflation, niveau général des prix, désinflation, déflation, inflation rampante, inflation galopante, hyperinflation, stagflation, inflation importée, règle monétariste du k %, effet Pigou, effet Mundell-Tobin, prophétie autoréalisatrice, spirale inf/déflationniste, valeur réelle/nominale, coûts de la semelle des chaussures, coûts des étiquettes, conditions de Marshall-Lerner/théorème des élasticités-critiques (1945).

THEORIES/AUTEURS A CONNAITRE : Jean-Baptiste Say (1803)^{***}, Jean Fourastié (1979)^{***}, courbe de Phillips (1958)^{***}, Iain Macleod (1965), Michael Boskin (1996), David Lebow et Jeremy Rudd (2001), François Lequiller (1997), Jean Denizet (1977), Milton Friedman (1969)^{***}, Milton Friedman et Anna Schwartz (1971)^{***}, Nicholas Kaldor, Luigi Pasinetti, Michal Kalecki, Axelle Arquie & Malte Thie (2023)^{***}, John Maynard Keynes (1936)^{***}, Rui Esteves et Barry Eichengreen (2022), Anne-Lise Biotteau et Maëlle Fontaine (2017), Milton Friedman, Michael Bruno et Bruno Easterly (1996), Gregory Mankiw (1985), George Akerlof et Janet Yellen (1985)^{***}, George Akerlof, William Dickens et George Perry (1996, 2004)^{***}, Larry Summers (2021), Olivier Blanchard (2021)^{***}, Laurence Ball, Daniel Leigh et Prachi Mishra (2022)^{***}.

BIBLIOGRAPHIE :

- Combe, E. (2022). Précis d'économie. PUF. **Chapitre 4 - L'inflation : mal, symptôme ou remède ?**
- Dollo, C., Braquet, L., Chavot-Dolce, D., & Gineste, N. (2021). Économie. Sirey. Aide-mémoire. **Chapitre 9 - Inflation, désinflation, déflation.**

QUELQUES SUJETS POUR S'ENTRAINER / REFLECHIR :

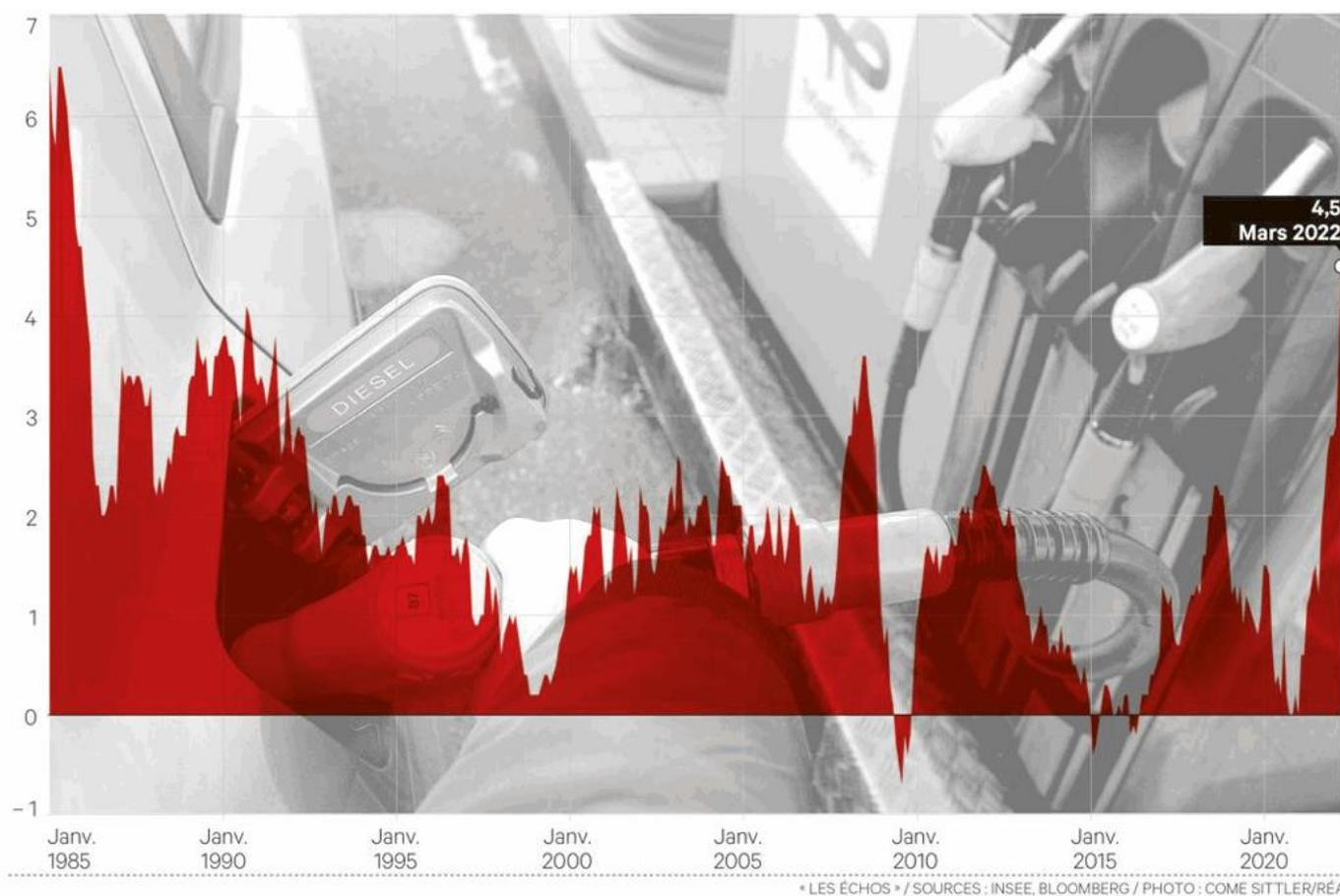
- ◆ Faut-il cibler l'inflation ? [Sujet écrit ENS Rennes 2014]
- ◆ Le retour de l'inflation ? [Sujet oral ENS Rennes 2022]
- ◆ L'arbitrage inflation-activité est-il encore d'actualité ? [Sujet oral ENS Rennes 2020]
- ◆ La courbe de Phillips a-t-elle disparu ? [Sujet oral ENS Rennes 2019]
- ◆ L'inflation est-elle trop faible en zone euro ? [Sujet oral ENS Rennes 2019]
- ◆ Inflation, désinflation, déflation [Sujet oral ENS Rennes 2018]
- ◆ Faut-il augmenter la rémunération des salariés dans les pays développés ? [Sujet écrit IEP Bordeaux 2022]
- ◆ Inflation et salaires [Sujet écrit IEP Aix 2022]
- ◆ « *L'inflation est toujours et partout un phénomène monétaire, en ce sens qu'elle est et qu'elle ne peut être engendrée que par une augmentation de la quantité de monnaie plus rapide que celle de la production.* » écrivait Milton Friedman en 1970. Cette thèse s'applique-t-elle à la situation des pays industriels en 2021, notamment sous l'angle des politiques monétaires ? [Sujet écrit IEP Aix 2021]
- ◆ L'inflation peut-elle être une chance ?
- ◆ Création monétaire et inflation
- ◆ Quel est le bon indice des prix ?
- ◆ La courbe de Phillips depuis les années 1950

DOCUMENT N°1 : Une évolution historique des prix dans différentes économies

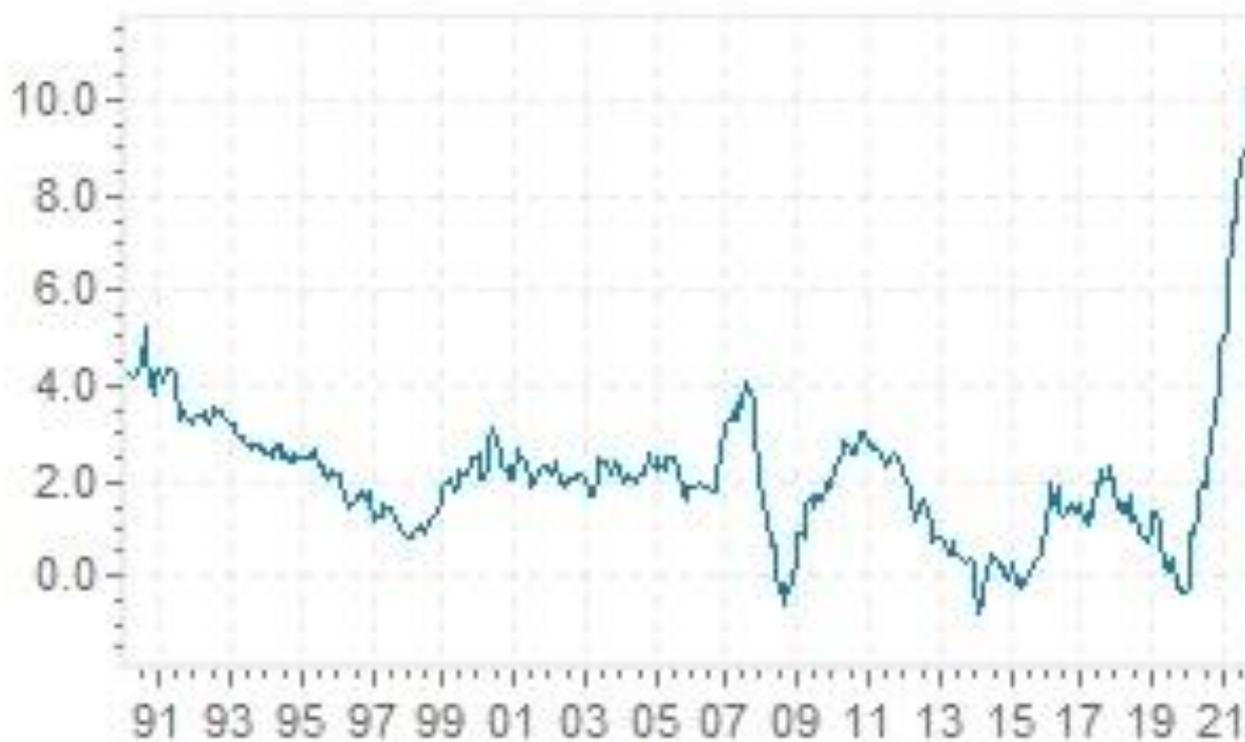
Questions

1. A l’aide de vos connaissances personnelles et des ouvrages de référence, proposez une définition des termes suivants : déflation, désinflation, inflation, hyperinflation.
2. Commentez les graphiques 1 à 6 en utilisant les termes précédemment définis.

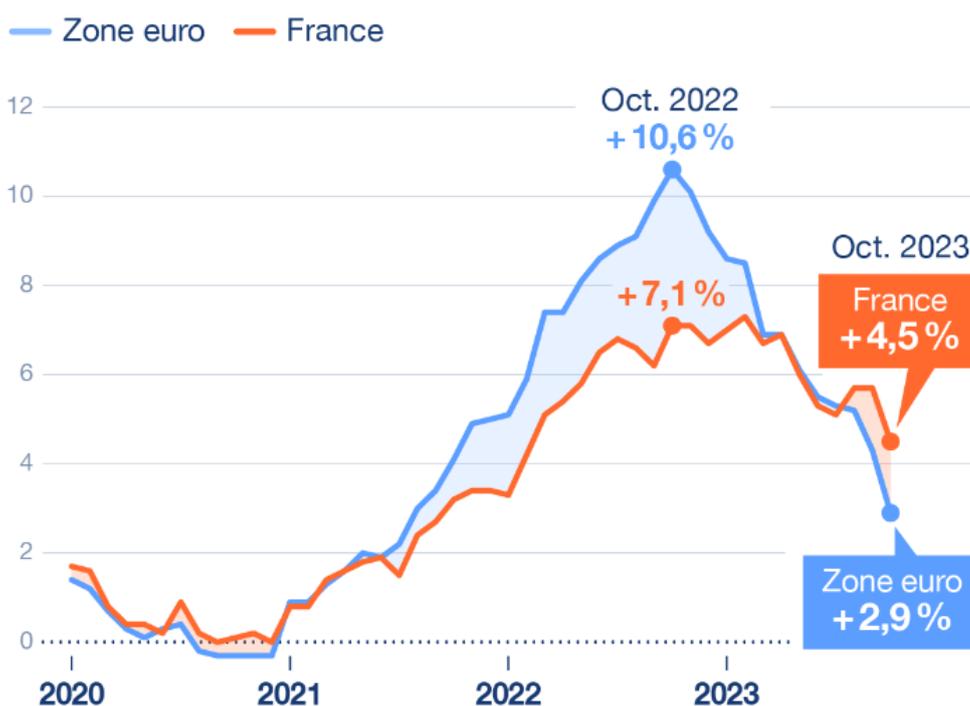
Graphique 1 : Inflation en % en France de 1985 à 2022. Indice des prix à la consommation.



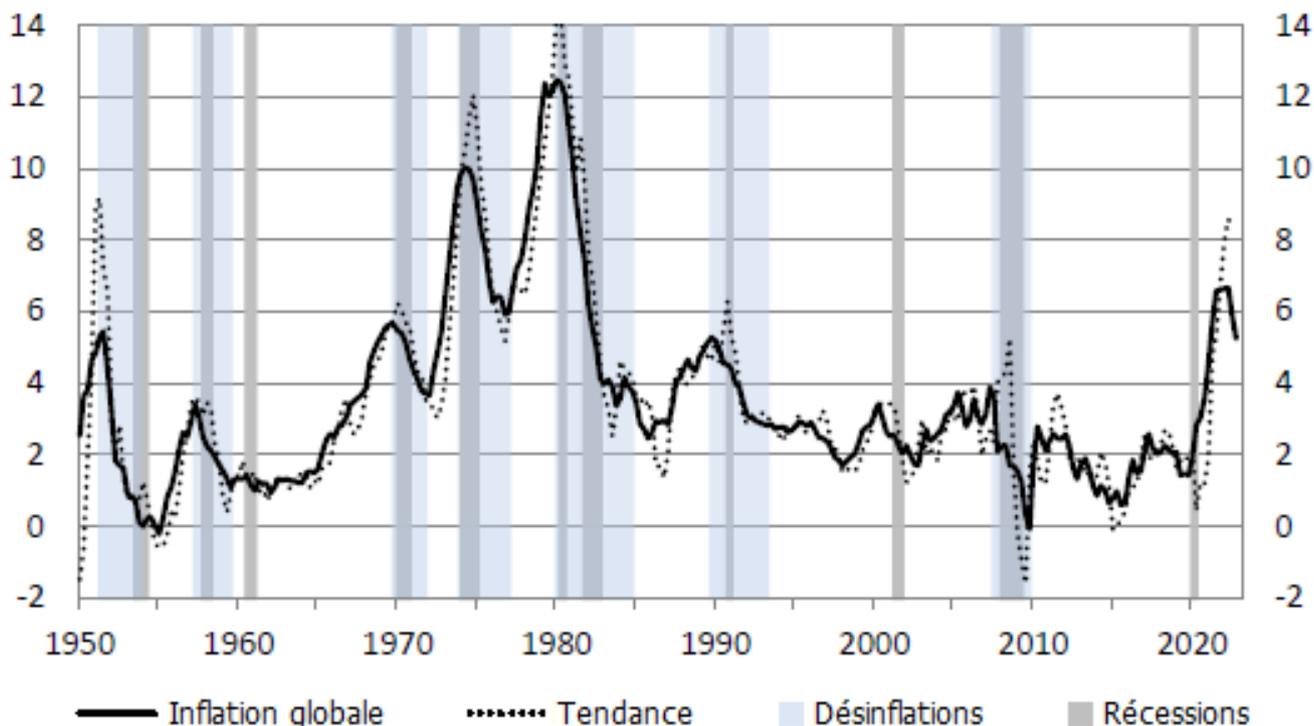
Graphique 2 : Inflation en % au sein de la zone euro de 1990 à 2022. Indice des prix à la consommation harmonisé.



Graphique 3 : Inflation en % au sein de la Zone euro et en France de 2020 à 2023. Indice des prix à la consommation harmonisé.

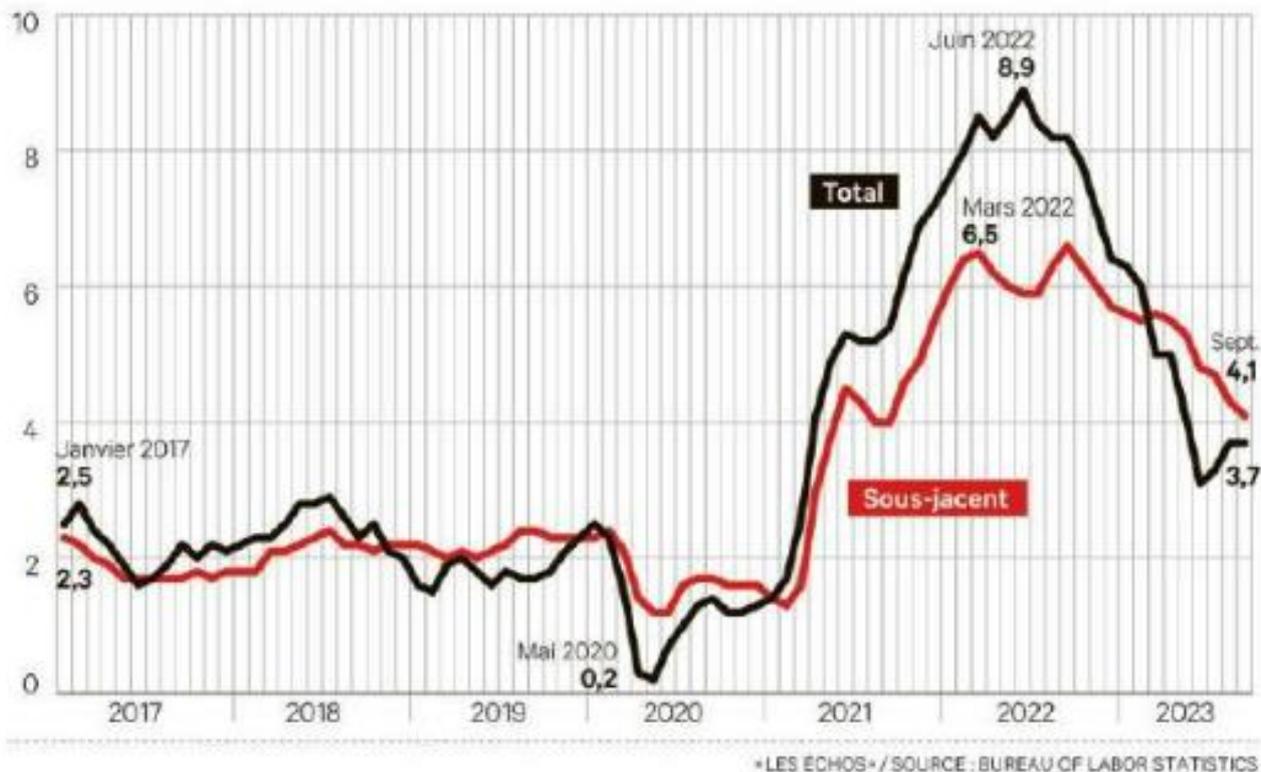


Graphique 4 : Inflation et inflation sous-jacente en % aux Etats-Unis de 1960 à 2023.



Source : Cecchetti *et alii* (2023)

Glissement annuel, en %



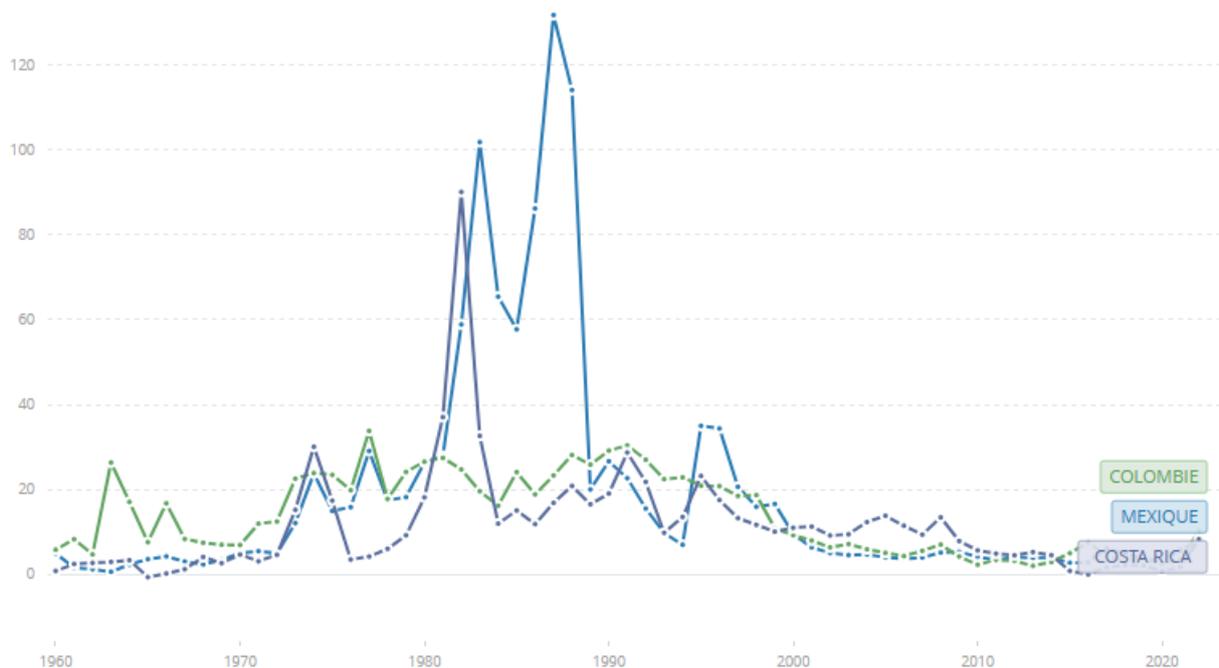
* LES ÉCHOS */ SOURCE : BUREAU OF LABOR STATISTICS

Graphique 5 : Inflation en % aux Etats-Unis, en France et au sein de la zone euro de 1960 à 2022.



Source : Banque mondiale.

Graphique 6 : Inflation en % au Mexique, en Colombie et au Costa Rica de 1960 à 2020.



Source : Banque mondiale.

DOCUMENT N°2 : La crainte de la stagflation s’accroît avec la crise de l’énergie.

Retour en arrière. L’envolée des prix du gaz naturel et la crise énergétique qui s’en suit ont remis au goût du jour un de ces mots dont les économistes raffolent, inventé dans les années 1970 après le choc pétrolier : la stagflation. C’est une situation dans laquelle la croissance est faible, le chômage élevé et l’inflation forte. Ce risque préoccupe les investisseurs aujourd’hui. Et il n’est pas difficile de comprendre pourquoi. Aux Etats-Unis, où le programme de l’administration Biden fleurit, l’inflation sur un an dépasse désormais 5 %. En Europe, elle devrait atteindre 4 % environ d’ici à la fin de l’année.

L’Allemagne, allergique à l’inflation, est particulièrement anxieuse face au risque de stagflation.

Source : Guillaume de Calignon et Ninon Renaud, Les Echos, 12 octobre 2021.

Questions

1. Expliquez ce qu’est la stagflation.
2. En utilisant vos connaissances historiques, expliquez pourquoi l’Allemagne est dite « allergique à l’inflation ».

DOCUMENT N°3 : L’inflation telle qu’elle est perçue par les ménages. INSEE Analyses, juillet 2012.

- L’indice des prix à la consommation (IPC) mesure l’inflation en agréant les évolutions de prix d’un très grand nombre de biens élémentaires, pondérées par leurs parts dans la consommation globale des ménages. Indépendamment de l’IPC, l’Insee recueille également les opinions personnelles sur l’inflation (OPI), exprimées par les consommateurs dans le cadre de l’enquête mensuelle de conjoncture auprès des ménages.
- Ces deux mesures divergent fortement. Depuis 2004, l’OPI fluctue en moyenne six points au-dessus de l’inflation mesurée par l’IPC. Les opinions personnelles sur l’inflation présentent par ailleurs une très forte dispersion : des niveaux d’inflation perçue supérieurs à 20 % par an ne sont pas rares. Il est courant d’y voir un effet du passage à l’euro. Privés de leurs repères habituels, les consommateurs auraient développé une perception des prix largement déconnectée de leur évolution effective.
- Mais deux éléments relativisent cette thèse. D’une part, elle ne peut expliquer que le phénomène soit aussi durable : il aurait dû s’estomper avec l’accoutumance progressive à la nouvelle monnaie. D’autre part, on dispose d’informations sur la perception des prix pour quelques biens élémentaires, or elles s’avèrent relativement cohérentes avec les évolutions des prix de ces biens au sein de l’IPC. L’OPI aurait donc bien des bases objectives.
- D’autres explications de l’écart OPI/IPC sont envisageables. La perception des prix élémentaires n’aurait pas de biais systématique mais, contrairement à l’IPC fondé sur les parts budgétaires, les consommateurs donneraient un poids plus important aux biens à forte fréquence d’achat, et ils surpondéreraient ceux dont les prix sont en hausse. Un résultat classique de psychologie économique est en effet que les agents sont plus affectés par les nouvelles défavorables que par les nouvelles favorables. Si on combine ces deux dernières hypothèses, supposer une pondération deux fois plus importante pour les biens dont les prix augmentent permet de rendre compte de l’écart moyen entre OPI et IPC.

Questions

1. Expliquez comment est mesurée l’inflation en France.
2. Montrez que la mesure de l’inflation est complexe à réaliser.

DOCUMENT N°4 : Les principales causes de l'inflation.

L'inflation peut provenir de **facteurs externes**, comme la hausse des prix des biens et services importés (notamment les produits pétroliers ou les matières premières). S'ils sont directement consommés par les ménages, la variation de leur prix a une incidence directe sur le taux d'inflation. S'ils sont consommés par les entreprises (on parle de consommations intermédiaires), l'inflation peut être affectée si elles répercutent la hausse de leurs coûts de production sur leurs prix. L'inflation peut aussi provenir de **facteurs internes**, induits, par exemple, par la hausse des salaires versés. Les entreprises, en cas de chômage faible, peuvent être incitées à augmenter les salaires pour garder ou attirer des employés. Les entreprises répercutent en partie ces hausses sur leurs prix. Les salariées, qui sont aussi des consommateurs, peuvent exiger, en retour, de nouvelles hausses de salaires pour compenser cette hausse des prix. On parle de **boucle prix-salaires**. De façon générale, quand l'économie est au-dessus de son potentiel (quand la demande est supérieure à l'offre), les tensions sur les facteurs de production se traduisent par une hausse de l'inflation.

Le **degré de concurrence** d'une économie peut aussi influencer l'inflation : en situation de forte concurrence, les entreprises sont moins libres d'augmenter leurs prix et leur niveau de profit. La **théorie quantitative de la monnaie** indique, quant à elle, que toutes choses étant égales par ailleurs, une hausse de la quantité de monnaie en circulation accroît le niveau d'inflation.

Les **anticipations d'inflation** des entreprises et des ménages jouent également un rôle important. Si une entreprise anticipe des hausses de prix futures, elle a intérêt à augmenter ses prix dès aujourd'hui. Dans ce contexte, la banque centrale joue un rôle essentiel pour assurer que l'inflation et les anticipations d'inflation des agents économiques restent bien en ligne avec la cible de moyen terme.

Inflation : jamais deux sans trois

Après l'inflation de la pagaille post-Covid et celle des matières premières vient l'inflation des revenus. Qui serait tirée jusqu'à présent davantage par les profits que par les salaires.

LA
CHRONIQUE
de Jean-Marc
Vittori



Une inflation peut en cacher une autre. Et cette autre inflation peut encore en cacher une troisième. C'est ainsi que les Européens guettent le fameux pic d'inflation depuis maintenant deux ans, comme sœur Anne ne voyant rien venir d'autre que de la poussière dans les rayons du soleil. Pour comprendre ce qui se joue, il faut revoir le film depuis l'apparition du Covid. Au plus fort de l'épidémie, les consommateurs confinés chez eux ne peuvent plus dépenser. Leur demande s'effondre, faisant resurgir le fantôme de la déflation. En avril 2020, le baril de pétrole WTI livrer le mois suivant descend à... 38 dollars.

Goulets d'étranglement

Puis les pays redémarrèrent chacun à leur rythme, au gré des caprices du virus et des mesures gouvernementales. Apparaît alors l'inflation de la pagaille. Les consommateurs se ruent dans les commerces pour acheter les produits qui leur ont manqué.

Les producteurs, eux, s'efforcent de raccrocher les maillons de leurs chaînes d'approvisionnement. Ils manquent de conteneurs pour transporter des pièces, de puces pour équiper voitures ou machines. Des goulets d'étranglement apparaissent partout dans l'industrie mondiale. La rareté fait monter les prix.

L'envolée devait être seulement temporaire. Après le retour à la normale des circuits d'échanges mondiaux, la grosse vague des prix allait s'évanouir au bord du rivage... C'est l'histoire qui se raconte au printemps 2021. Sauf qu'une deuxième vague d'inflation se forme, celle des matières premières. Associant chocs conjoncturels et mouvements structurels, comme les vagues suivantes.

La demande d'énergie repart avec l'économie mondiale. Les cours du pétrole recommencent à monter à l'automne 2021. La hausse est soutenue par des capacités de production limi-

tées. Alors que les compagnies pétrolières avaient investi près de 700 milliards de dollars par an dans l'exploration d'hydrocarbures dans la première moitié des années 2010, elles ont dépensé moins de 500 milliards par an dans la seconde moitié - et seulement 330 milliards en 2020.

Les prix ont ensuite été dopés par l'invasion début 2022 de l'Ukraine par la Russie, alors premier exportateur mondial de pétrole et premier fournisseur de gaz pour l'Europe. L'impact a été d'autant plus fort que les producteurs d'électricité du Vieux Continent avaient eux aussi sous-investi dans leurs capacités de production. Cette vague reflue désormais, même s'il y aura encore des tensions sur le marché du gaz. Avec une croissance au ralenti, difficile de voir le baril flambant à 200 dollars, sauf à imaginer une déflation au Moyen-Orient.

L'inflation des revenus tirée par les profits, si elle se confirme, constituerait un nouveau défi qui ne pourra pas être relevé seulement par la politique monétaire.

La vague de l'énergie a donné de la force à une vague d'inflation analogue, celle des produits alimentaires. La poussée des prix s'est diffusée dans toute la filière, des engrais et du gazole pour l'agriculture jusqu'à l'électricité pour alimenter réfrigérateurs de la distribution et fours des boulangers.

Conditions météo extrêmes

Là aussi, d'autres causes ont amplifié le renchérissement : à nouveau conflit entre Russie et Ukraine tous deux gros producteurs de céréales, épisodes de grippe aviaire, conditions météo extrêmes sans doute liées aux changements climatiques... A priori, cette vague douloureuse devait perdre de sa force dans les prochains mois.

Mais une troisième vague déferle maintenant, l'inflation des revenus. Avec d'abord les salaires qui augmentent comme jamais depuis quarante ans dans la plupart des pays avancés, faisant

resurgir le souvenir des années 1970 où un choc pétrolier avait été suivi d'une flambée des salaires. Les augmentations sont accentuées par un marché du travail tendu, qui profite à celles et ceux qui changent de poste. Elles sont aussi soutenues dans certains des secteurs où les confinements ont servi de révélateur de la dureté des conditions de travail, comme la restauration.

Hausses limitées

Pour l'instant, les hausses restent cependant limitées, le plus souvent inférieures à la hausse des prix. Elles sont loin d'être assez puissantes pour enclencher une spirale inflationniste. Si une entreprise augmente de 5 % les salaires qui pèsent la moitié de son chiffre d'affaires, elle n'a besoin de relever ses tarifs que de 2,5 % pour préserver ses marges.

Mais nombre d'entreprises ne se contentent pas de préserver leurs marges : elles profitent des hausses de prix pour les accroître. Le mouvement a été clairement identifié aux Etats-Unis. Jusqu'à présent, c'était moins clair en Europe. Certains experts avançaient cette idée d'une inflation par les profits sans preuve à l'appui. D'autres la rejetaient, comme Patrick Artus, le conseiller économique de la banque Natixis, qui écrivait fin janvier que l'inflation de la zone euro en 2022 était due « pour presque rien à la hausse des marges bénéficiaires ».

Des travaux étudiés début février lors du Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne, et révélés par l'agence de presse Reuters, donnent toutefois un autre éclairage. D'après les experts de la BCE, l'inflation observée dans la zone euro du début 2021 jusqu'à l'été 2022 venait deux fois plus des profits que des salaires ! Dans le compte rendu de la réunion, il est d'ailleurs indiqué qu'il faut suivre ce qui se passe côté profits « sur un pied d'égalité » avec ce qui se passe côté salaires.

L'inflation de la pagaille et l'inflation des matières premières renvoient à des épisodes bien connus de l'histoire économique. L'inflation des revenus tirée par les profits, si elle se confirme, constituerait en revanche un nouveau défi. Qui ne pourra pas être relevé seulement par la politique monétaire.

Jean-Marc Vittori est éditorialiste aux « Echos ».

Source : Les Echos, mars 2023.

Questions

1. Identifiez les causes générales de l'inflation. Quelles sont celles que l'on peut identifier aujourd'hui dans le contexte inflationniste actuel ?
2. Expliquez le mécanisme de la boucle prix-salaires.

DOCUMENT N°5 : La crise énergétique, une occasion pour les entreprises des secteurs peu concurrentiels d’exagérer leurs hausses de prix ? – Lettre du CEPII, octobre 2023 – Axelle Arquié & Malte Thie.

La crise énergétique de 2021-2022 a considérablement renchéri les coûts des entreprises, nourrissant une inflation née des contrecoups de la pandémie de Covid 19. Une boucle prix-salaire paraissant peu plausible compte tenu de la baisse des salaires réels, et face à la hausse des marges dans certains secteurs, des interrogations ont émergé sur une possible contribution des profits à cette inflation, plaçant au cœur du débat la notion de concurrence. Le taux de transmission des coûts de production aux prix de vente augmente en effet lorsque le secteur est moins concurrentiel. Et d’après les estimations présentées ici, pendant la crise énergétique, les secteurs les moins concurrentiels, comme l’industrie alimentaire, auraient même augmenté leur prix au-delà de la hausse de leurs coûts énergétiques, dopant ainsi leurs marges et contribuant activement à l’inflation via leur stratégie de fixation de prix.

Les comportements des entreprises françaises ont-ils été, lors de la crise énergétique, de nature à ajouter une origine microéconomique à l’inflation, compatible avec ce mécanisme ? Pour que cela soit le cas, il faudrait notamment que ce soient les entreprises dans les secteurs à plus faible concurrence qui aient augmenté davantage leurs prix et que les hausses de prix aient été, dans les secteurs les moins concurrentiels.

Le taux de transmission des prix de l’énergie aux prix à la production mesure l’ampleur avec laquelle les entreprises répercutent les hausses des coûts de l’énergie à leurs clients. Imaginons qu’une entreprise doive désormais payer 5 € de plus pour produire une unité de son produit en raison de la hausse des coûts de l’énergie. Un taux de transmission de 100 % signifie alors qu’elle augmente son prix à la production de 5 € exactement. Si l’entreprise remonte son prix à la production de plus de 5 €, ce taux dépasse les 100 % : l’entreprise augmente alors son prix au-delà de la hausse des coûts de l’énergie et contribue ainsi à l’inflation en augmentant ses profits (en raisonnant en l’absence d’autres évolutions).

Résultat :

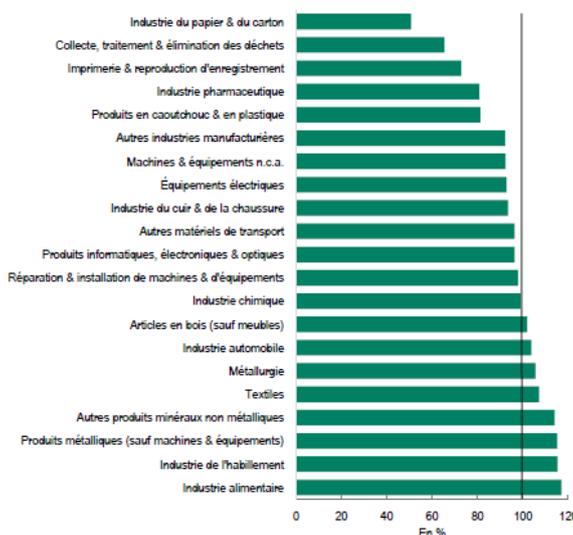
Il en ressort que le taux de transmission du choc énergétique aux prix à la production augmente avec le degré de pouvoir de marché : les entreprises d’un secteur où la concurrence est moins intense transmettent une part plus importante de la hausse des prix de l’énergie à leurs clients. Les huit secteurs les moins concurrentiels auraient même répercuté lors de la crise énergétique plus de 100 % du choc énergétique dans leurs prix à la production (graphique 3). Dans ces secteurs, les entreprises auraient en moyenne augmenté davantage leurs prix que ne le justifiait l’augmentation de leurs coûts de production liée à la crise énergétique. Ces huit secteurs auraient ainsi, en moyenne, contribué à l’inflation, au-delà du seul impact macroéconomique du choc énergétique, à travers leur stratégie de fixation des prix.

L’industrie alimentaire est emblématique de ce comportement lié au pouvoir de marché des entreprises. Ce secteur est, d’après le pouvoir de marché estimé, le secteur le moins concurrentiel et donc celui où le taux de transmission des prix de l’énergie est mécaniquement le plus élevé (117 %). Ainsi, une partie de l’inflation dans ce secteur reflète une concurrence insuffisante, permettant aux entreprises de se coordonner implicitement lors d’un choc de grande ampleur, tel que la crise énergétique, afin d’augmenter leurs prix et, partant, leurs profits. La concurrence insuffisante dans certains secteurs industriels a bel et bien nourri l’inflation.

Face à la persistance de l’inflation et à ses origines microéconomiques, deux constats s’imposent. Tout d’abord, poursuivre l’augmentation des taux d’intérêts ne semble pas suffisant, car un renchérissement du coût du crédit n’est pas de nature à traiter un problème de concurrence (et probablement pas pertinent dans le cas d’un problème d’inflation importée d’ailleurs). Ensuite, plus qu’à la banque centrale, c’est davantage à l’Autorité de la concurrence d’intervenir, un rôle que son président, Benoît Coeuré, s’est dit prêt à endosser en alertant sur l’existence de profits indus et en invitant les entreprises à ne pas profiter du contexte inflationniste pour augmenter leurs prix de façon excessive.

Graphique 3 – Huit secteurs auraient transmis plus que la hausse des coûts de l’énergie dans leurs prix à la production lors de la crise énergétique

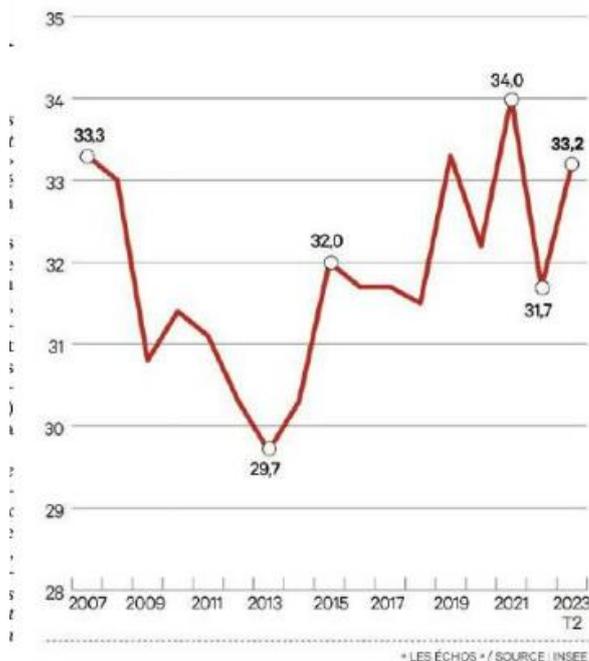
Taux de transmission des coûts de l’énergie aux prix à la production, par secteur classé du plus au moins concurrentiel



Source : Arquié et Thie 2023.

Les taux de marge des entreprises augmentent à nouveau

Moyennes annuelles des sociétés non financières, en %



Questions

1. A l’aide des documents précédents, identifiez un des déterminants de l’inflation actuelle en France.
2. Déterminez dans quel type de structure de marché ce déterminant semble être le plus prégnant.

Source : Les Echos, 07 septembre 2023.

DOCUMENT N°6 : L’inflation renchérit la facture de la charge de la dette pour l’Etat, mais qu’en est-il du poids de la dette publique ?

La mobilisation générale contre la pandémie hier, les boucliers tarifaires pour protéger le pouvoir d'achat aujourd'hui, la transition écologique demain : les pays de la Zone euro ont toujours une bonne raison de s'endetter. Bien que les taux d'intérêt remontent, et que les conditions de marché se détériorent, ils empruntent à tout-va en misant sur des taux qui restent malgré tout très bas. Mais dans cette permanente fuite en avant, jusqu'où les arbres peuvent-ils monter ? Personne, aujourd'hui, ne semble réellement s'en soucier. Il y a pourtant des raisons objectives de s'inquiéter. La remontée des taux, d'abord, va inmanquablement alourdir le service de la dette des Etats de la zone euro. La Banque de France rappelle qu'un point de taux d'intérêt en plus ajouterait 39 milliards de charges pour la France dans dix ans.

Source : Les Echos, 07/12/2022.

DOCUMENT N°7 : L’inflation inquiète mais est-elle toujours un handicap ?

L'augmentation des prix est rarement une bonne nouvelle pour les ménages et leurs comptes en banque. « *On peut légitimement comprendre qu'une famille moins aisée subisse de plein fouet la hausse du prix du gaz par exemple* », acquiesce Anne-Laure Delatte. Avec le risque toujours présent de conséquences sociales, comme l'a montré l'émergence du mouvement des « gilets jaunes » en novembre 2018, en pleine flambée des prix du carburant.

Lorsqu'elle devient trop forte et incontrôlable – on parle alors d'inflation galopante – l'envolée des prix peut provoquer une grave crise économique. [...] Des hausses de prix démesurées qui « *lamentent le pouvoir d'achat* » des Argentins, dont 42 % vivent dans la pauvreté, rappelait Le Monde dans un reportage fin mai. Une situation sans commune mesure avec la situation en France et en Europe.

Mais, à l'inverse, une inflation trop basse peut être tout aussi néfaste. Jusqu'à provoquer une baisse durable des prix, aussi appelée « déflation ». Les agents économiques reportent alors leurs décisions d'achat à plus tard, et c'est toute l'économie qui peut entrer en dépression.

Une « bonne » inflation est donc une inflation contenue, assurant [...] une « *marge de sécurité* » qui permet de contrebalancer d'éventuels phénomènes déflationnistes dans certains pays. Par ailleurs, une inflation modérée peut s'avérer bénéfique pour les finances publiques. Car une augmentation des prix s'accompagne mécaniquement d'une augmentation du montant des taxes perçues par l'Etat. « *L'inflation permet des rentrées fiscales plus élevées pour l'Etat* », confirme l'économiste Julien Pinter.

Source : FranceInfo. 04/10/2021.

Questions

A l'aide des documents n°6 et n°7, répondez aux questions suivantes :

1. Expliquez en quoi une accélération de l'inflation peut être une bonne chose pour une économie.
2. Identifiez les coûts suscités par une accélération de l'inflation dans une économie.



1. L’inflation galopante est une augmentation modérée du niveau général des prix.

- Vrai
- Faux

2. La stagflation caractérise une situation économique où :

- L’inflation est modérée.
- L’inflation est forte.
- L’inflation est faible.
- La croissance stagne.
- La croissance ne stagne pas.
- La courbe de Phillips est mise en échec.

3. Selon les nouveaux keynésiens, la monnaie n’a pas d’impact sur l’économie réelle.

- Vrai
- Faux

4. En France, plus aucune rémunération n’est indexée sur l’inflation.

- Vrai
- Faux

5. Les principales causes aujourd’hui de l’inflation sont :

- La demande.
- L’instabilité climatique.
- Le comportement de marge des entreprises.
- La sphère financière.
- La situation géopolitique.
- La progression des coûts salariaux.
- La croissance de la masse monétaire.
- L’évolution des coûts de production non salariaux.
- Les goulots d’étranglement/perturbation dans les chaînes d’approvisionnement.

6. Expliquez ce qu’est le coût d’usure de la semelle des chaussures.

7. L’inflation permet toujours de réduire la valeur réelle de la charge de la dette.

- Vrai
- Faux

8. D’après le théorème des élasticités critiques (1945), les exportations et les importations ne sont pas sensibles aux variations de prix.

- Vrai
- Faux

9. L’inflation modérée est intéressante car :

- Elle bénéficie aux emprunteurs.
- Elle bénéficie aux prêteurs.
- Elle réduit le coût des étiquettes.
- Elle permet de réduire le salaire nominal.
- Elle augmente le poids des impôts.
- Elle réduit l’incertitude.

10. Expliquez le mécanisme de la boucle prix-salaire. Dans quelle mesure cette boucle est-elle susceptible de se produire aujourd’hui en France ?

SCORE : /10